

Sommaire

Fonctionnaires

La Cnec maintient toujours la pression sur le président de l'Université

Le Temps - mardi 11 février 2020

Les attentes des centrales syndicales

Le Patriote - mardi 11 février 2020

Voici les dossiers et pièces à fournir

Le Mandat - mardi 11 février 2020

Société

Les Martiniquais sur les eaux Atchan avec la « Yolé Ronde »

Le Jour Plus - mardi 11 février 2020

Politique

Les Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao satisfaits

Fraternité Matin - mardi 11 février 2020

Les 5 propositions d'Amadou Gon Coulibaly

Fraternité Matin - mardi 11 février 2020

Les deux camps ne veulent pas de la réconciliation

Le Mandat - mardi 11 février 2020

Voici l'arme redoutable du Rhdp

Le Mandat - mardi 11 février 2020

L'UA contre « toute manipulation des constitutions »

Aujourd'hui - mardi 11 février 2020

CNI : Le PDCI appelle ses militants à participer aux opérations d'identification

Aujourd'hui - mardi 11 février 2020

5.000 jeunes du Pdcv virent au Rhdp

L'Expression - lundi 10 février 2020

Université Fhb de Cocody / La tension est toujours vive entre la Coordination nationale des enseignants-chercheurs et chercheurs (Cnec) de Côte d'Ivoire unifiée et le président de l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody.

La Cnec maintient toujours la pression sur le président de l'Université



forces, pour mieux mener le combat. C'est ce qui d'ailleurs a amené leur ministre de tutelle à les inviter autour de la table de discussion, pour une résolution définitive de leurs problèmes liés au non-paiement des heures complémentaires.

JEAN-BAPTISTE ESSIS

La tension est toujours vive entre la Coordination nationale des enseignants-chercheurs et chercheurs (Cnec) de Côte d'Ivoire unifiée et le président de l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody. Et pour cause, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Dr. Mabri Toikeusse, vient de recevoir les membres de cette organisation, pour relancer le dialogue rompu, il y a de cela, quelques mois. «Nous avons été reçu le 4 février 2020 par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Il nous a demandé de surseoir à tout mouvement de protestation afin de lui laisser le temps d'organiser une rencontre avec le Premier ministre. Nous avons pris acte et demandé à nos camarades d'observer un moment de silence. Nous espérons que nos doléances seront entendues par les autorités administratives et Universitaires», soutient Johnson Kouassi, le porte-parole de la Cnec-unifiée. En effet, c'est à la suite d'une décision de suspension de salaire de plusieurs enseignants et enseignants-chercheurs que la situation a commencé à se dégrader entre le président de l'université et ses interlocuteurs. Les nombreuses sollicitations pour un retour au dialogue n'ont pas abouti. Face à cette situation, le mardi 4 février 2020, les membres de la Cnec ainsi que leurs camarades de la Posec-ci ont décidé d'unir leurs

ANNÉE 2020 / En ce début d'année, les travailleurs regroupés au sein des différentes centrales syndicales expriment leurs attentes en 2020.

Les attentes des centrales syndicales

SORO MAMADOU
SG CSH)
**« Nous demandons la
poursuite des discussions
autour du Smag »**



Soro Mamadou Sg CSH) « Nous demandons la poursuite des discussions autour du Smag » « (...) Pour cette année 2020, nous formulons des vœux de très bonne santé à l'endroit des travailleurs membres de la Centrale syndicale humanisme (CSH), à l'ensemble des populations de Côte d'Ivoire. Sans oublier le Président de la république alassane ouattara, le Premier ministre amadou gon Coulibaly, aux membres du gouvernement et à tous ceux qui participent à la conception et à la mise en œuvre du plan directeur du gouvernement de la Côte d'Ivoire. Nous leur demandons de continuer le développement suffisamment engagé de notre nation et la construction des outils sociaux pour qu'effectivement les populations ressentent le débordement dans leur continuité. Nous souhaitons que le chef de l'Etat continue sur cette lancée. Pour nous syndicaliste, le chef de l'Etat et son gouvernement doivent continuer la promotion de l'Ivoirien nouveau. Nous saluons la circulaire du ministère de l'Emploi et de la Projection sociale, relative à la revalorisation des primes mensuelles de transport. En tout cas, nous demandons la poursuite des discussions autour de la question du Salaire minimum agricole garanti (Smag). Vous n'ignorez pas que plus de 50 % des travailleurs sont dans le secteur agricole. donc il est important qu'après avoir relevé les salaires minima catégoriels, les primes de transport, nous puissions franchement engager les discussions sur le Smag. Cela va permettre de relever les capacités sociales et financières des travailleurs de ce secteur. Pour nous, il sied de faire en sorte que le taux d'épargne des travailleurs augmente de façon substantielle. Pour ce faire depuis 2013, la Centrale Syndicale Humanisme demande que le taux d'épargne soit relevé. Il est autour de 3 voire 4 %. Nous souhaitons qu'il soit relevé à 10 %. Cela rendra les populations plus dynamiques au niveau économique. Il faudrait qu'on puisse travailler activement pour que le décret portant professionnalisation des dockers soit mis en œuvre. Il faut mettre en place un comité au sein duquel va siéger la Csh, car c'est elle qui a porté ce combat pour les dockers. Et qu'ils aient des retraites plus stables. La mesure sociale que nous revendiquons depuis 2015 est relative aux pensions. Il faut qu'il y ait une pension minimale que l'Etat va supporter et qui soit équivalente au Smig (60.000 FCFa). aujourd'hui nous avons des pensions de 2000 ; 3000 ; 7000 ; 10000 et 15000 FCFa. Et qui ne peuvent même pas acheter un sac de riz. or on sait que ce sont des personnes du troisième âge qui ont besoin de l'accompagnement de l'Etat. La Couverture Maladie universelle (Cmu) initiée par le Président de la république vient apporter une réponse importante. Nous saluons cela. C'est pourquoi nous invitons l'ensemble des travailleurs et des populations à aller se faire enrôler massivement pour avoir leur carte et bénéficier des soins. dans ce sens, la Csh va entreprendre

TRAORÉ DOHIA MAMADOU (Sg Fesaci) : « Que les élections sociales se tiennent cette année »



des campagnes de sensibilisation pour que les populations y adhèrent massivement. La Banque mondiale a mené une

étude et les conclusions font état de ce que les ménages engloutissent plus de 54 à 60 % du budget familial dans les dépenses de santé. La Cmu viendra faire chuter ce taux à 20 %. Voici ce que nous attendons globalement. Il reste encore des revendications sectorielles. Que le bien-être et les conditions des travailleurs soient améliorés pour cette année 2020. Et qu'on aborde les challenges de l'élection présidentielle dans un environnement de paix, de confiance mutuelle et que les élections se passent dans la paix et la transparence. Je précise en tant que travailleur, parce qu'en 2010, au mois de mars, beaucoup de travailleurs n'avaient plus de soldes, parce que nous n'étions pas dans un environnement de sécurité et de paix. Nous prions pour que cette année, l'élection se passe, dans la paix, pour que les travailleurs continuent de bénéficier de la stabilité de leurs emplois. Mais nous faisons confiance au Président de la république pour relever ce challenge.

TRAORÉ DOHIA MAMADOU (Sg Fesaci) : « Que les élections sociales se tiennent cette année » « Il y a eu un brin de désespoir au moment où le rideau se fermait sur l'année 2019. Ce désespoir est relatif à la non-organisation des élections professionnelles par le gouvernement ivoirien. L'attente de la majorité des travailleurs, c'était que ces élections sociales se tiennent. Le syndicalisme, c'est aussi le creuset de la démocratie. Et la démocratie a ses indicateurs de mesure de représentativité. Il y a un nombre important de travailleurs qui à un moment donné avait le sentiment qu'ils étaient bien représentés. Et cette représentativité se fait à travers des élections. Malheureusement la non organisation des élections a été la fausse note de 2019, parce que ces élections professionnelles étaient très attendues non seulement par l'ensemble des travailleurs, mais également par le monde du travail à travers l'international. Nous souhaitons que ces élections se tiennent cette année 2020. aussi voudrions-nous plaider pour que le Conseil National du dialogue Social (CNdS) dispose de tous ces facteurs pour permettre à cet instrument de facilitation, d'arbitrage et de dialogue social de faire correctement son travail et pour qu'il joue pleinement son rôle. Ce, pour que la CNdS devienne une institution de la république de Côte d'Ivoire, à l'effet de faciliter le monde du travail dans l'intérêt des employeurs, du gouvernement et des employés. Nous souhaitons également que la prime de transport dans le secteur public soit revalorisée à l'instar du secteur privé. Nous souhaitons également que la dynamique du dialogue social soit considérée comme une culture dans les entreprises et les secteurs où il y a des travailleurs. Et cela de façon permanente et continue. Le dialogue social doit être vraiment de mise de sorte à éviter tout ce qui peut paraître situation conflictuelle dans le monde du travail. La question des subventions allouées aux centrales syndicales est pour nous très importante. Chaque année, les centrales reçoivent une subvention. Nous plaidons auprès du gouvernement pour qu'elle soit Institutionnalisée. Nous avons reçu celle de 2019 dans le mois de décembre 2019. Nous souhaitons son Institutionnalisation.

BOGA DAGO ELIE (Président Centrale Dignité) : « Nous voulons également des primes de transport des fonctionnaires » « Je tiens à préciser que notre cahier de doléances que nous présentons tous les 1er Mai n'a pas véritablement changé. La question des primes des inspecteurs de travail n'est pas encore réglée. Cette question a été longtemps évoquée par feu Mahan gahé, ancien secrétaire général de la Centrale dignité. Ils ont pu bénéficier de quelques moyens de locomotion (véhicules)



transport des fonctionnaires. Car les primes de ces fonctionnaires sont dérisoires. relativement au droit de grève, nous demandons au gouvernement d'appliquer les Conventions de l'organisation Internationale du Travail (OIT). des enseignants ont observé une grève de trois jours et les salaires ont été bloqués. Nous estimons que c'est une violation des libertés syndicales. Nous plaçons pour que les salaires de ces fonctionnaires soient rétablis. Il y a la question d'Iro-Lamé. Le dossier attend d'être liquidé. Pour ce qui est des concours administratifs organisés par le ministère de la Fonction publique, nous avons demandé à ce que les centrales syndicales soient représentées dans les jurys. Ce, pour une question de transparence et éviter les bruits. Nous plaçons auprès du Président de la République pour qu'il ait pitié du reste des prisonniers de la crise- postélectorale qui croupissent encore dans les geôles du pays.

l'année dernière, mais cela n'est pas suffisant. Et nous continuons d'attirer l'attention du gouvernement sur l'amélioration des conditions de travail de ces inspecteurs. Cette question des indemnités est inscrite dans le nouveau Code du travail. un décret devait être pris pour régler cette question. Malheureusement rien n'a été pris. on nous parle de contraintes budgétaires. alors que le gouvernement a décrété 2019 et 2020, années du social. Nous demandons au gouvernement ivoirien d'appliquer les différentes dispositions contenues dans le nouveau Code du Travail. aussi saluons-nous l'arrêté pris par le ministère de l'Emploi et de la Protection sociale le 30 janvier dernier, revalorisant les primes mensuelles de transport. En tout cas, cette augmentation des primes de transport est une bonne chose. Les travailleurs constateront un "petit bonus " sur leurs salaires. Toutefois, nous demandons au gouvernement de revaloriser également les primes de



Cafop 2020 / Lors du dernier conseil des ministres, le Président de la République a approuvé le lancement d'un concours de recrutement, pour l'entrée dans les centres d'animation et de formation pédagogique (Cafop) au titre de l'année 2020.

Voici les dossiers et pièces à fournir

Processus d'inscription

Préinscription au CAFOP via la demande d'authentification administrative du BEPC sur le site web de la DECO. Prévoir une photo d'identité au format numérique.

Caractéristiques de cette photo: Formats acceptés : ".jpg", ".jpeg" et ".png"

Taille maximale de l'image : 150 Ko

Image carrée ex : 120X120

Photo d'identité bien visible sur un fond blanc (couleur de préférence)

NB : Chaque candidat devra utiliser une adresse électronique et un numéro de téléphone uniques et privés

Dépôt de la demande d'authentification administrative du BEPC dans un Bureau de POSTE-CI pour validation

NB : aucune demande n'est reçue à la DECO
Parcours du candidat pour la vi-

site médicale (DMOSS)

a) Paiement en ligne des frais de visites médicales (MTN MOBILE MONEY, MOOV ET ORANGE) exemple pour le Moov : *155*7*8#

b) Inscription sur la plate forme DMOSS pour la visite médicale (dans les DREN / DDEN) et impression des bulletins de visite

c) Visite médicale à Abidjan

d) Retrait de l'attestation d'aptitude à la fonction enseignante dans la DREN ou DDEN de votre choix

Etablissement des autres pièces

constitutives du dossier de candidature (extrait de naissance, casier judiciaire, certificat de nationalité et copie de la pièce d'identité)

Paiement des droits d'inscription (Quittance). Lieux de paiement :

Trésorerie de la DECO

Agences BNI

Banque du Trésor

Accès à la fiche d'inscription au CAFOP grâce au numéro d'authentification administrative du BEPC figurant sur le reçu remis à la poste et le mot de passe du candidat.

Inscription en ligne et impression de la fiche d'inscription et de l'engagement décennal

Précautions à prendre pendant l'inscription en ligne:

S'inscrire dans une seule DREN/DDEN

Suite à l'application de la mesure de régionalisation du concours du CAFOP, Chaque DREN/DDEN d'inscription est

rattachée à une ville de composition bien spécifique

Dépôt du dossier complet (sans l'attestation authentifiée) à la DREN/DDEN d'inscription pour signature

Consultation de la liste des candidats autorisés à concourir sur le site web men-deco.org.

Impression de la convocation candidat aux épreuves écrites.

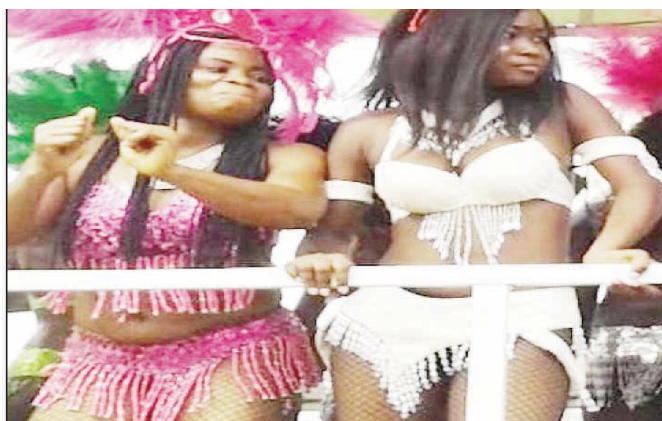
originale des droits de concours (10000f cfa), une photocopie de la carte nationale d'identité ou de l'attestation d'identité en cours de validité et une enveloppe format A4 préaffranchie modèle Poste-Ci. Il est bon de noter que les compositions auront lieu, le 25 Avril 2020 .Le processus d'inscription a démarré, en principe, ce lundi 10 février.

Lors du dernier conseil des ministres, le Président de la République a approuvé le lancement d'un concours de recrutement, pour l'entrée dans les centres d'animation et de formation pédagogique (Cafop) au titre de l'année 2020. Si dans l'imagerie populaire, il est su que ce sont 5000 places à pourvoir, très peu de choses sont connues sur les différents documents à fournir et tout le processus à respecter pour être candidat à ce concours. Les frais d'inscription (Quittance) s'élèvent à 10000f cfa payable au Trésor, à la BNI ou à la Deco. Les frais de visite médicale sont fixés à 28.500f cfa payables par mobile money. Ensuite, l'authentification du diplôme est de 3000f cfa payable à la poste de Côte d'Ivoire, quelle que soit la ville. Au niveau des conditions de candidature, il faut être de nationalité ivoirienne, être âgé de 18 ans au moins et de 36 ans au plus au 31 décembre 2019. En clair, être né entre 1983 et 2001 et être titulaire du Bepc. Les pièces à fournir sont au nombre de 8. A savoir : une demande d'authentification administrative du BEPC (à renseigner en ligne) et à déposer dans un bureau de Poste au choix, l'original de l'extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif datant de moins d'un (1 an), un original de l'extrait du casier judiciaire datant de moins de six (6) mois, un original du certificat de nationalité ivoirienne, l'original de l'attestation médicale d'aptitude à la fonction d'enseignant (délivrée par la DMOSS), une quittance individuelle et



8e édition du carnaval Ivoirio-antillais / 90 Martiniquais venus des Antilles ont foulé le sol ivoirien, dans la soirée d'hier, en vue de prendre part à la 8e édition du Carnaval ivoiro-antillais.

Les Martiniquais sur les eaux Atchan avec la « Yolé Ronde »



Les Martiniquais sont prêts à festoyer avec les caravaniers abidjanais.

90 Martiniquais venus des Antilles ont foulé le sol ivoirien, dans la soirée d'hier, en vue de prendre part à la 8e édition du Carnaval ivoiro-antillais. Organisé par la Coopération ivoiroantillaise en collaboration avec la mairie de Cocody et la chefferie traditionnelle du village de Blockhaus, le carnaval est prévu les 14 et 15 février à Cocody Blockhaus. Georges Ravoteur, président promoteur de cette plateforme d'intégration culturelle, a reçu ses hôtes dont certains marquent leur présence pour la seconde fois. Parmi ces caravaniers venus d'Outre-mer française, le promoteur annonce des personnalités dont Maryse Lamon, première femme championne de la Martinique de Yole Ronde et Georges Henri Lagier, gagnant 2019 du tour de la Martinique des Yoles Rondes. Pour Georges Ravoteur la présence de ce grand champion, patron de brasserie Lorraine n'est pas fortuite. Georges Henri Lagier profitera de son séjour sur les bords de la lagune Ebrié pour instituer la Yole Ronde dans la culture du peuple Atchan de Blockhaus. En Martinique, informe le promoteur du carnaval Ivoirio Antillais, la Yole ronde est à l'origine une embarcation dédiée aux marins pêcheurs. « Il s'agit d'abord d'un outil de travail et de transport. La Yole est un moyen de transport léger disposant d'une voile et ayant la particularité de ne pas comporter de bancs de nage mais des bois dressés sur les côtés et une godille à l'arrière », a-t-il expliqué. Durant le déroulement de cette édition, une compétition de course de pirogues sur les eaux de Blockhaus offrira l'occasion aux participants de s'imprégner des réalités de ce sport d'eau. Le brassage culturel restera

toujours la constante de ce rendez-vous, il n'empêche que pour 2020, les organisateurs ont mis également en avant la diplomatie et le tourisme économique. Cela se justifie par les profils professionnels des 90 Antillais présents à cette édition. Ils meubleront entre autres activités le calendrier de leur séjour avec des rencontres « Be to Be » avec des autorités politiques et administratives. Au-delà des aspects culturel, touristique et économique, le défi pour les organisateurs, c'est de montrer que la présence d'une certaine d'Antillais atteste que la Côte d'Ivoire connaît la stabilité et la paix. Et que le pays est au travail. C'est donner par ailleurs à toutes ces personnalités de découvrir les opportunités d'investissements dans le pays. En plus des élus et des groupes carnavalesques, des hommes d'affaires et des entrepreneurs font partie de la délégation. Avant le top départ de cette édition, la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service, Raymonde Goudou Coffie, marraine de ce carnaval a compris les enjeux de la 8e édition du carnaval. Elle s'est engagée dans la réussite de cette édition tout comme les ministres de la Culture et de la francophonie, des Sports, de la Ville, du Tourisme..

AIMÉ DINGUY'S N

Mise en place de la monnaie unique / Les dirigeants ouest-africains se sont réunis en marge du sommet de l'Ua à Addis-Abeba.

Les Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao satisfaits



Le Président Alassane Ouattara a contribué au succès des travaux de la Cedeao. (PHOTO : PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE)

Le Chef de l'État Alassane Ouattara a pris part dimanche à un sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). De nombreux points ont été abordés. Notamment la mise en place de la monnaie unique (Eco), la situation en Guinée-Bissau, la question de la frontière entre le Nigeria et le Bénin et le Nigeria et le Niger. Sur la monnaie unique, le communiqué final qui a sanctionné cette rencontre mentionne que la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'organisation sous-régionale est satisfait des importantes évolutions engagées par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) dans la création de la monnaie unique. "La Conférence a été informée par SEM Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, président de la Conférence des Chefs d'État de l'Uemoa sur la réforme du franc Cfa. Cette réforme est une étape pour parvenir à la mise en place de l'Eco telle que prévue par la feuille de route adoptée par la Conférence des Chefs d'État de la Cedeao. La Conférence a exprimé sa satisfaction sur ces importantes évolutions engagées ainsi que les éclairages apportés par le président de la Conférence des Chefs d'État de l'Uemoa sur cette question", lit-on dans le communiqué. Autre sujet abordé, la situation en Guinée-Bissau. Les Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao ont noté que suite à la proclamation des résultats par la Commission nationale des élections (Cne), des recours ont été introduits auprès de la Cour suprême qui, après les avoir examinés, a demandé à la Commission nationale des élections de les traiter par une procédure de vérification de la consolidation nationale des données issues des Commissions régionales, sous l'égide de la Cedeao. Ils ont pris acte du fait que ces diligences ont été accomplies et ont confirmé les résultats communiqués le 17 janvier 2020 par la Commission nationale des élections, qui a transmis

son rapport à la Cour suprême. Les leaders de la sous-région ont invité la Cour suprême, organe juridictionnel compétent en matière de contentieux, à jouer pleinement son rôle en conformité avec les dispositions constitutionnelles et le code électoral de la Guinée-Bissau. Ils ont aussi demandé que les travaux de la Cour suprême s'achèvent d'ici le 15 février afin de permettre la normalisation politique et institutionnelle en Guinée-Bissau. Ils ont également invité la Cne et la Cour suprême à coopérer de manière constructive afin de sauvegarder l'intégrité du processus électoral, condition et gage de paix dans ce pays. Les questions de la fermeture des frontières entre le Nigeria et le Bénin et entre le Nigeria et le Niger ont été aussi abordées. La Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao a encouragé les différentes parties à œuvrer afin de normaliser rapidement cette situation dans l'intérêt de tous et de la Cedeao. On notait la présence à cette rencontre de nombreux Chefs d'État, entre autres le Président du Nigeria Muhammadu Buhari, du Ghana Nana Akufo-Addo, du Sénégal Macky Sall, du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré, de la Sierra Leone, Julius Maada Bio.

ÉTIENNE ABOUA



Pour dynamiser le marché des capitaux de l'Uemoa / Ouvrant hier, à Abidjan, la Conférence internationale sur les marchés financiers, le Premier ministre a souligné l'impératif de la mobilisation d'une épargne importante et durable pour le développement de nos économies.

Les 5 propositions d'Amadou Gon Coulibaly

Développement du marché financier de l'Uemoa

Les 5 propositions d'Amadou Gon Coulibaly



PHOTO: JOSEPHINE KOUMBO

• Le Premier ministre a ouvert hier, au nom du Chef de l'État, le forum conjoint sur les marchés de capitaux

Visite du Chef de gouvernement dans le pays

J-Cap. L'acronyme est inhabituel pour une initiative portant sur les marchés de capitaux, dont le lexique est d'ordinaire plutôt peu ouvert à la compréhension du profane. Le groupe de la Banque mondiale - et particulièrement, son institution dédiée au financement du secteur privé, à savoir la Société financière internationale - a voulu sans doute démystifier ces marchés nécessaires au financement des économies en privilégiant la simplicité pour mieux faire passer le message : développer les marchés de capitaux dans les pays cibles dont les huit États de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Créé en 2017 par la Banque mondiale et l'IFC dans le but d'aider les pays en développement à bénéficier des avantages que procure l'établissement de marchés financiers locaux solides, le Programme conjoint pour le développement des marchés financiers (J-Cap, selon son acronyme anglais) tient à Abidjan, depuis hier, sa première grande conférence. Avec pour thème : « Investir pour la croissance ». Ouvrant cette rencontre à laquelle prennent part plus de 350 experts de la finance et des décideurs gouvernementaux en provenance de la Banque mondiale, des pays de l'Uemoa et d'ailleurs, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a d'abord mis en exergue les « remarquables progrès de notre marché financier régional commun à huit États partageant une unique monnaie et une même réglementation », avant de préconiser cinq actions fortes à mettre en œuvre, en coordination avec la Brvm (Bourse régionale des valeurs mobilières) et le Conseil régional pour l'épargne publique et les marchés financiers (transformé récemment en Autorité des marchés financiers) pour « aller encore plus loin ». En tête de liste de ces actions, le chef du gouvernement ivoirien a souligné la nécessité de favoriser une plus grande disponibilité de

l'information financière pour tous les investisseurs. L'accès à une information financière fiable et de qualité représentant un aspect fondamental du processus décisionnel de l'investisseur, y faire droit dans l'espace Uemoa accroîtrait sans doute l'attractivité de la zone. Il conviendrait aussi, sur ce chapitre, de veiller à rendre ces informations disponibles également en anglais, langue de prédilection de la finance contemporaine. En deuxième lieu, il faut réduire les coûts et les délais d'obtention de visa et de cotation pour les émetteurs et les coûts d'accès au marché pour les investisseurs, a ajouté le Premier ministre. Consolider le marché des titres publics par syndication est la troisième mesure préconisée par Gon Coulibaly. La syndication dans le monde de la finance, faut-il le rappeler, renvoie à un regroupement de plusieurs partenaires, généralement des Sgi (Sociétés de gestion et d'intermédiation), dans le but de réaliser une opération financière. C'est le rassemblement de ces établissements financiers qui est dénommé « syndicat ». Les opérations de syndications financières concernent surtout le placement d'un emprunt obligataire auprès d'investisseurs ou la mutualisation d'un financement bancaire. Au niveau de la zone Uemoa, souligne l'Agence Uemoa Titres spécialisée sur la question de l'endettement souverain, quand une société ou un État souhaite se financer directement sur le marché en émettant des obligations, elle/ou il fait appel à un chef de file, qui prend en charge l'organisation de cet appel de fonds, après approbation de l'opération par le Crempf. Quatrièmement, il faudra diversifier les sources de financement des États et des entreprises tout en élargissant la base des investisseurs. La cinquième action proposée consiste à renforcer l'éducation financière des investisseurs et la sensibilisation des émetteurs à la communication financière. Le Premier ministre a également insisté sur la nécessité de mobiliser une épargne importante et durable indiquant que celle-ci constituait « un impératif majeur pour le développement de nos économies, confirmant le lien étroit entre l'épargne et le taux de croissance économique des États, à travers notamment le taux d'investissement ». Selon les chiffres du Fonds monétaire international, en 2019, le taux d'épargne dans la zone euro était de 13 % contre plus de 40 % pour les pays asiatiques, tandis que l'Afrique subsaharienne se situe autour de 16 %. Un taux d'épargne à 20% du PIB Pour la Côte d'Ivoire, a indiqué le chef du gouvernement, « malgré un taux de croissance économique annuel moyen



Amadou Gon Coulibaly a émis le vœu que la conférence permette de jeter les bases d'un marché de capitaux à long terme, financé par l'épargne des ménages et permettant la distribution de la croissance économique auprès des populations.
(PH: JOSÉPHINE KOUADIO)

investissements aussi bien dans les secteurs productifs que sociaux. Dans un tel environnement également caractérisé par un secteur privé en plein essor nécessitant l'accompagnement du système financier, les marchés boursiers apparaissent comme le levier essentiel de financement des économies, a soutenu le ministre. Qui a souhaité voir l'ensemble des acteurs des marchés boursiers partager leurs expériences et faire des propositions qui contribueront à améliorer le fonctionnement de ces marchés.

VALENTIN MBOUGUENG

de 8 % sur la période 2012-2018, le taux d'épargne s'établit à 20 % du PIB en 2018 ». Il y a donc lieu de développer davantage l'épargne domestique afin de l'établir à un niveau proche des ambitions de développement de la zone Uemoa. Gon Coulibaly a ainsi émis le vœu que la conférence permette de jeter les bases d'un marché de capitaux à long terme, financé par l'épargne des ménages et permettant la distribution de la croissance de nos économies auprès des populations. Rappelant que c'est grâce au développement des marchés financiers dans les années 80, que les pays émergents, notamment ceux de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est ont connu une croissance économique spectaculaire se taillant ainsi une place de plus en plus importante dans l'économie mondiale, le Premier ministre a appelé la zone à s'en inspirer. Par ailleurs, « il est essentiel d'adopter des politiques communautaires structurelles, visant à améliorer la compétitivité et l'inclusivité de la croissance, pour réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs, constituer des coussins d'amortissement, stimuler une croissance tirée par le secteur privé et pérenniser sa dynamique », a conclu le Premier ministre. L'on saura, à la clôture de la Conférence aujourd'hui, si les ovations ayant accompagné les propositions du Premier ministre auront été traduites dans les faits, à travers les recommandations finales.

Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire : « Une plus grande intégration régionale sera bénéfique »

Comment développer des marchés de capitaux efficaces dans la zone Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine regroupant huit États) dans un contexte international marqué par des tensions commerciales persistantes entre certaines puissances et des incertitudes économiques au sein de la zone euro relatives au Brexit, sans oublier des prévisions mondiales de croissance en 2020 pessimistes, estimées à moins de 3 % par le FMI ? Pour le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, en dépit de ces contraintes peu favorables aux entreprises internationales, les marchés financiers africains devraient gagner en attractivité en 2020. Dans ce contexte, a-t-il souligné hier lors de la cérémonie d'ouverture du Forum conjoint sur les marchés de capitaux, « une plus grande intégration régionale, à travers notamment l'opérationnalisation efficace de la zone continentale de libre échange africaine et le rapprochement des marchés financiers de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest regroupant 15 États) constitueront pour notre zone un contrepois bénéfique ». Dans la plupart des économies des pays impliqués dans l'initiative conjointe J-CAP, a également fait remarquer M. Coulibaly, le dynamisme de l'activité économique est soutenu et nécessite, pour durer, d'importants



Un mois après la rencontre Affi-Gbagbo / Dano Djédjé refuse de poser au côté d'Affi N'Guessan à la Haye.

Les deux camps ne veulent pas de la réconciliation



Cela fait plus de cinq semaines que Pascal Affi N'Guessan a rencontré son patron, Laurent Gbagbo, à Bruxelles, après des années de tentatives de rapprochement. A l'issue de cette rencontre que les partisans du député de Moronou avaient qualifiée d'historique et qui devrait sonner la réunification du Front populaire ivoirien (FPI), rien de concret n'a été constaté des deux côtés. Chaque camp est plutôt resté sur ses positions et poursuit ses activités quotidiennes. Les deux FPI installent, chacun de son côté, des bases pour les batailles à venir. Récemment, la branche que conduit Assoa Adou a organisé un meeting à Yopougon place Figayo. Contrairement aux anciens adversaires, les cadres du PDCI, leur camarade Pascal Affi et ses partisans n'étaient pas les bienvenus. Depuis 2014, il n'a jamais été associé aux activités des GOR. Que ce soit des cérémonies funèbres ou de réjouissances le président du Fpi n'a jamais été associé. N'empêche, Affi N'Guessan a pour la seconde fois, eu l'honneur d'être reçu par l'ex-président à Bruxelles après l'audience du 6 février dernier. Assoa Adou est Abidjan et à Sikensi avec ses lieutenants. Simone Gbagbo, de l'autre côté, multiplie ses activités. Sans oublier les lieutenants des épouses du chef qui multiplient vidéos, clashes, et s'attaquent bien au pseudo processus d'unité partout où besoin se fait sentir. Les partisans de Pascal Affi dénoncent la puanteur de la religiosité dans cette affaire du FPI, parti socialiste et non une formation politique. Pour eux, si on devait déculotter quelqu'un pour une pseudo faute ou erreur, ça devrait être l'ex-président Laurent Gbagbo. C'est lui qui paierait pour les avoir conduits à une élection sans désarmement. Laquelle élection a « décimé tout chez eux, engendré une floraison de veuves, orphelins à cause des calculs, supposés de grand stratège, tombés dans leurs propres labyrinthes ». Sans oublier les maladroites et imperfections d'une gouvernance qui a causé un tort à plus d'un, exposent sur la toile les indéfectibles soutiens du lion de Moronou. Ils jurent ne plus adorer, toute leur vie, le même fétiche qui a décidé de les "bouffer". A savoir le groupe constitué de ceux du camp Assoa Adou, appelés, les Gbagbo ou rien. Les irréductibles, eux ne comptent pas s'associer de nouveaux à quelqu'un qui a conduit bon nombres des leurs en prison. Celui qui a, dans le temps, souhaiter tourner "la page Gbagbo". Aujourd'hui, accepter Pascal Affi N'Guessan chez eux, serait se renier ou

cautionner la mort politique de Laurent Gbagbo même si ce dernier milite pour la réunification du parti. Cette guéguerre ne se vit pas seulement au niveau des militants.

Danon Djédjé refuse de poser aux côtés d'Affi N'Guessan à la Haye Le jeudi 6 février 2020 lors du procès de Laurent Gbagbo à La Haye, Dano Djédjé (Pro Gbagbo) a refusé de poser aux côtés d'Affi N'Guessan. « Un fait qui n'est pas passé inaperçu à la CPI lors du procès de Gbagbo le jeudi dernier, c'est le refus de Dano Djédjé de poser aux côtés de celui qu'il a pourtant appelé « mon patron », a révélé Jean Bonin secrétaire général adjoint chargé de la Communication et du marketing politique du FPI, version Affi. Cet acte de Dano Djédjé a fait réagir, comme à son habitude, le communicant de Pascal Affi. « Je ne sais pas s'il faut en rire ou en pleurer. Ce que je sais par contre, c'est que ceux qui hier encore disaient « Gbagbo Ou Rien » pour faussement donner l'impression à leurs suiveurs qu'ils sont des inconditionnels de Gbagbo ne le sont pas, vu que les actes qu'ils posent démontrent tout le contraire. Le fait est qu'ils sont restés égaux à eux-mêmes, c'est-à-dire inconstants, maladroits et totalement inconscients des grands enjeux qui gouvernent l'impératif unitaire », dénoncent celui qui avait encouragé Pascal Affi à tourner la page Gbagbo au lendemain de la crise qui a occasionné 3000 morts selon les Nations Unies, Jean Kouadio Bonin. La crise que traverse le FPI depuis bientôt 7 ans a au moins le mérite d'avoir révélé la vraie personnalité des uns et des autres aux yeux des Ivoiriens. Ils chantent réconciliation partout où ils passent. Mais sont incapables de s'accorder sur le minimum de ce qu'ils demandent aux autres, dans leur parti.

KRIS LOH-DJIBOUA

Présidentielle d'octobre 2020 / L'opposition totalement déphasée

Voici l'arme redoutable du Rhdp



L'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, c'est dans 8 mois. Toutes les forces politiques sont à la conquête de nouveaux territoires capables de leur assurer la victoire finale.

Dans cette bataille acharnée, un parti a largement pris de l'avance. Il s'agit du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). Outre les grands rassemblements que la formation politique du Président Alassane Ouattara tient dans les grandes agglomérations, ses cadres inondent toutes les villes de l'intérieur et vont jusqu'aux confins des contrées les plus reculées. Dans les zones péri-urbaines comme rurales, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix n'a qu'un seul message : l'union des filles et fils de la nation autour des valeurs de l'houphouëtisme qui sont entre autres, la paix, l'amour fraternel et la cohésion sociale. Un discours qui passe bien auprès d'une grande partie de la population ivoirienne, fatiguée des crises à répétition. Surtout à la veille de cruciales joutes électorales comme la présidentielle de 2020, qui se pointe à l'horizon. Le Ministre Amedé Kouakou Koffi, en tournée dans la région du Gboklè le weekend dernier, résume de fort belle manière cette approche de la majorité présidentielle. « Au temps d'HouphouëtBoigny, tout le monde était dans le Pdc-Rda. Tous les Ivoiriens étaient ensemble. Mais aujourd'hui, chaque ethnie a son parti politique. Quel est ce pays où chaque ethnie a son parti ? A cette allure, on va terminer par la guerre.

L'approche du Rhdp porte des fruits Or, le Rhdp c'est tout le monde ensemble. On n'a pas le droit de nous diviser. Parce que la guerre est néfaste pour tous. Ce que nous voulons, c'est la paix. Ce dont nos populations ont

besoin, c'est le développement. Si on est en train de faire la guerre, est ce qu'on peut faire les routes? Est-ce qu'on peut construire des ponts, des écoles et des hôpitaux ? Nous, on veut aller à la paix », a expliqué le cadre du Rhdp dans un langage accessible. Au besoin, dans certaines localités, les émissaires du parti des houphouëtistes expliquent la nécessité d'adhérer au Rhdp dans la langue locale. Il faut l'avouer, les populations sont de plus en plus réceptives à ce type de discours venant de la majorité présidentielle. En plus, il n'y a pas que les discours. Il y a dans bien de régions, des résultats palpables de l'action du Gouvernement. Très souvent, les populations ne demandent que la réalisation d'infrastructures sociales de base. Ce qui est assuré par le Gouvernement, à travers son programme social (Ps-Gouv -2019-2020). Voici donc l'arme redoutable du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix(Rhdp) : le discours axé sur la paix, adossé aux réalisations visibles du Président de la République Alassane Ouattara dans toutes les régions du pays. Entre les discours chargés de limonades de l'opposition et celui du parti au pouvoir, du reste réaliste, les populations font vite le choix. Eux qui sont loin des débats et autres rhétoriques politiques qui alimentent le quotidien dans les grandes cités, jugent les uns et les autres sur les faits. « Tout ce qu'il nous a confié comme réflexions a été bien noté. Nous en avons pris acte. Nous allons agir en conséquence, le moment venu, pour que nous qui sommes venus du centre et qui vivons ici avec nos frères Godié, et qui avons bénéficié des actions de développement de Fresco, vivions toujours en harmonie. Nous souhaitons que l'équipe dirigée par le président de la République actuel, continue et que nous puissions les accompagner pour pouvoir bénéficier, plus, de leurs actes », a indiqué Nanan N'Zi Kouamé, Chef central de communauté du département de Fresco, après la visite d'un émissaire du Rhdp dans sa localité samedi dernier. Par ailleurs, pendant que le Rhdp sillonne les villages et hameaux, l'opposition ivoirienne totalement déphasée est timorée. Au Front populaire ivoirien, ce qui cristallise toutes les énergies à l'heure actuelle, c'est d'une part le procès de Laurent Gbagbo et de son poulain Charles Blé Goudé, et d'autre part la réconciliation au sein de ce parti, encore en lambeau. Tout le "Parti à la Rose" est donc dans une sorte de léthargie continue, de sorte qu'il lui sera difficile de renouer avec ses automatismes qui ont fait sa renommée. Pis, le chemin pour parvenir à l'unité au sein de ce parti pourrait être long, d'autant plus qu'au-delà de l'accord de principe des deux tendances de s'unir, il va falloir régler les problèmes d'égo.

L'opposition toujours dans la stratégie, le Rhdp dans l'opérationnel Par exemple entre Assoa Adou et Affi N'Guessan, entre Simone Gbagbo et Assoa Adou etc.



Le message de la direction du Rhdp est de plus en plus audible. Photo : DR

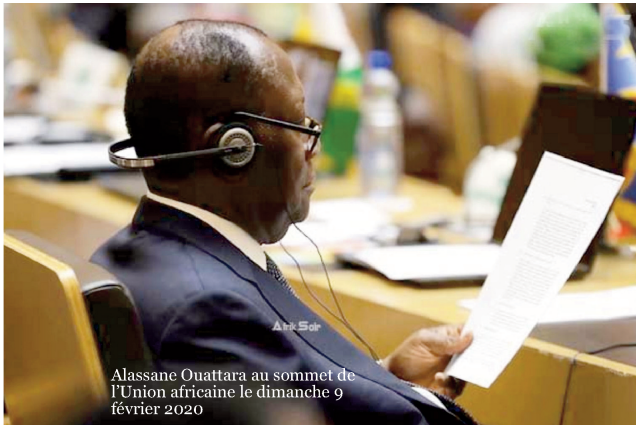
Comment aller à une unité après plus de 7 ans de vives tensions et de rivalité exacerbée ? Comment s'assurer que les uns ne mettront pas de peau de bananes sur le chemin des autres ? Autant de questions que Laurent Gbagbo réussira difficilement à juguler surtout, s'il reste loin des siens. On le voit, le Fpi est loin de retrouver, en moins de 8 mois sa vitesse de croisière pouvant lui assurer un rang honorable à la présidentielle 2020. Du côté de "maison Vert et Blanc", l'on est encore dans la stratégie. Or le Rhdp lui, est dans l'opérationnel. Les principales activités, à l'heure actuelle du parti septuagénaire se résument en des audiences du Président Henri Konan Bédié à Daoukro et à des réunions du Secrétariat exécutif. Il faut l'avouer, le parti doyen est lourd. Il peine à se déployer et sa stratégie est indistincte. Ces deux partis d'oppositions étant considérés comme des mastodontes de l'écosystème politique ivoirien à côté du Rhdp, l'on voit clairement comment ils peinent à ratisser large. Le Rhdp s'est donc forgé une arme redoutable pour battre ses adversaires à la présidentielle 2020. Le parti et ses cadres devront, davantage, amplifier ces messages de cohésions, de paix, de développement auxquels les populations souscrivent de plus en plus dans les grandes villes du pays comme en campagne.

PAUL KOUAKOU



Addis-Abeba

L'UA contre « toute manipulation des constitutions »



Alassane Ouattara au sommet de l'Union africaine le dimanche 9 février 2020

d'ondes que le président de la commission de l'UA puisqu'après s'être emparé de la CEI, il se prépare maintenant à un hold-up constitutionnel qui devrait assurer sa victoire ou celle de son camp.

S. B

Le 33^e sommet de l'UA qui s'est tenu à Addis-Abeba, en Ethiopie, n'a pas éludé la question des constitutions dont le tripatouillage aux yeux de Moussa Faki Mahamat, le président de la commission de l'UA, représente un mauvais signe envoyé à l'Afrique. Moussa Faki Mahamat, le président de la commission de l'Union Africaine, avait félicité Alassane Ouattara pour avoir, selon lui, respecté l'arrêt de la cour africaine des droits de l'homme lors de la réforme de la commission électorale ivoirienne qui, en fait, n'est indépendante que de nom puisque le RHD, le parti présidentiel, concentre entre ses mains 80 % de ses représentants. Cette manière erronée de regarder la vie politique de la Côte d'Ivoire avait fait jaser et l'opposition avait rappelé que la CEI n'était pas indépendante et qu'elle ne pouvait pas, de ce fait, organiser une élection indépendante. D'ailleurs, l'opposition réclame toujours de nouvelles élections visant une composition plus juste de la commission qui organise le scrutin et ne semble pas décidée à abandonner cette revendication. Alors monsieur Faki n'a-t-il tiré des leçons ? On peut le croire en effet en effet à la tonalité de son discours d'ouverture sur cette question puisque le président de la commission de l'UA a dit non aux réformes constitutionnelles fantaisistes au moment où le chef de l'Etat ivoirien s'apprête à publier les siennes à quelques mois seulement de l'élection présidentielle. Et si l'opposition ivoirienne est persuadée que cela va raviver la tension dans le pays, Faki Mahama le croit aussi désormais. «L'organisation des élections apaisées est un levier décisif dans nos stratégies pour une évolution sereine du Continent, d'où l'extrême importance de les conduire dans les délais et le respect des constitutions, loin de toute volonté de manipulation et de détournement de la volonté populaire », a-t-il dit. Le chef de l'Etat ivoirien n'est en effet pas sur la même longueur



Dans une déclaration dont copie est parvenue à Aujourd'hui, le PDCI appelle ses militants à participer massivement aux opérations ...

CNI : Le PDCI appelle ses militants à participer aux opérations d'identification



d'identité qui va leur permettre de prendre part à la prochaine élection présidentielle, dans quelques mois. Le parti a, pour ce faire, publié une déclaration dont copie est parvenue à la rédaction du journal Aujourd'hui. Dans celle-ci, le PDCI met en mission toutes les structures du parti aux fins d'informer amplement les militants à payer les frais de confection des CNI en vigueur étant donné que sa « revendication et (celle de ses alliés relative à la gratuité des Cartes Nationale d'Identité (CNI) se heurte à la mauvaise volonté du pouvoir RHDP », explique le président du PDCI dans la déclaration. Et que pour ce faire, « la Direction du PDCI-RDA demande à tous, militantes, militants, sympathisantes et sympathisants de participer à l'opération en cours en espérant l'aboutissement de cette revendication ».

Dans une déclaration dont copie est parvenue à Aujourd'hui, le PDCI appelle ses militants à participer massivement aux opérations en cours visant l'établissement des CNI même s'il continue de réclamer leur gratuité. Le parti démocratique de Côte d'Ivoire espère toujours que le gouvernement va accepter de confectionner gratuitement les prochaines cartes nationales d'identité pour le compte des populations ivoiriennes comme ce fut le cas en 2010. Son président Henri Konan Bédié assimile d'ailleurs clairement le refus du gouvernement d'accéder à cette revendication comme une preuve de sa mauvaise volonté. Depuis quelques jours, l'Etat a en effet lancé lesdites opérations d'identification afin que les personnes dont les CNI sont périmées puissent se faire délivrer de nouvelles. Mais ces CNI ont un coût et le gouvernement ne veut pas donner une suite aux revendications de l'opposition qui espère cependant toujours être satisfaite. En attendant, Henri Konan Bédié appelle ses militants à se mobiliser pour se rendre massivement aux différents stands pour obtenir leur pièce



A 8 mois de la présidentielle / 5.000 jeunes issus du PdcI ont annoncé le vendredi 7 février à Cocody, au directeur exécutif, Adama Bictogo leur volonté de rallier les rangs du Rhdp..

5.000 jeunes du PdcI virent au Rhdp



Les membres du Réseau des jeunes démocrates posent avec leur marraine, Raymonde Goudou Coffie. Ph : DR.

La saignée continue pour le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci). L'ancien parti unique vient de perdre 5.000 jeunes. Réunis au sein du Réseau des jeunes démocrates, ils ont annoncé leur volonté de faire chemin désormais avec le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). Cette annonce de rejoindre les rangs du parti au pouvoir a été faite le vendredi 7 février, parle président du Réseau, Konan Henri, au siège provisoire dudit parti à Cocody II Plateaux. Ce, en présence du directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo, de Raymonde Goudou Coffie, membre du directoire, par ailleurs marraine du réseau. « Nous avons décidé de marcher avec vous, grâce aux conseils de maman (Raymonde Goudou Coffie, Ndlr). Dans la vie, il faut savoir être reconnaissant. Elle nous a encadrés depuis le bas âge. Grâce à elle, nous avons pris l'engagement devenir au Rhdp », a annoncé Konan Henri, au directeur exécutif, Adama Bictogo, à 8 mois de la présidentielle d'octobre 2020. Si le réseau compte actuellement 5.000 jeunes, sur toute l'étendue du territoire national, Konan Henri et « ses amis » ont fait la promesse d'atteindre le millier de jeunes. « Grâce au travail que nous abattons sur le terrain, je suis sûr que nous allons y arriver », s'est-il engagé. Avant de demander à toute la direction du Rhdp, en général et le directeur exécutif, Adama Bictogo, en particulier, de leur faire confiance. « Toutes les fois que vous aurez besoin de nous, nous serons là. Nous sommes prêts à œuvrer auprès de vous. Nous allons faire l'effort de réussir ces missions afin que le Rhdp soit toujours debout », a promis le porte-parole des jeunes qui sont pour la plupart en fin de cycle (doctorants pour certains, et en master 2 pour d'autres). Un niveau académique fort apprécié parle directeur exécutif qui, selon lui, cadre avec la vision du Rhdp : celle d'une jeunesse au travail, plus aguerrie, plus consciente de son avenir et qui prend son destin en main. « Lorsqu'on reçoit des jeunes comme vous, ayant une formation académique, cela renforce le sens de la responsabilité et le devoir de

l'engagement vis-à-vis de vous parce que c'est pour vous que nous menons ce combat. Pas parce qu'on fait de la catégorisation mais il y a cette jeunesse qui a été entraînée dans le gouffre lors des années Blé Goudé et Guillaume Soro, desquelles il faut en sortir pour revenir vers une jeunesse de travail, plus aguerrie, plus consciente de son avenir, et qui prend son destin en main », dira-t-il. Et d'ajouter : « Pour comprendre, les projections sont faites par les leaders politiques, il faut avoir une base académique qui permet de développer le bon sens », a-t-il encouragé. Pour finir, il a tenu à donner des éléments de langage à ses hôtes du jour qui promettent d'investir le terrain, les jours à venir. Tout en rappelant que le Rhdp est une « conception » des présidents Ouattara et Bédié, Adama Bictogo a indiqué que le parti présidentiel est une configuration nouvelle née « d'une vision commune ». « C'est un nouveau parti. Il y a des gens du Fpi qui sont là avec nous. C'est une recomposition politique. C'est ce discours que vous devez entretenir », a-t-il instruit. « Aujourd'hui, on est sorti des clivages. On y est allé par la faute du Fpi, en 2000. C'est à votre génération de briser ces clivages, Nord, Sud, Est, Ouest et Centre ».

PHILIPPE NADO